

CHRONIQUE

de la Semaine

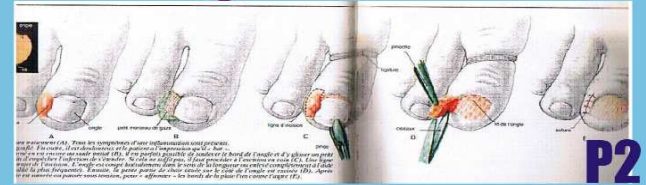
Hebdomadaire d'informations générales, d'analyses et de publicité

FAIT DIVERS

FACE À FACE P.4

Libre Opinion:

L'Ongle incarné



Diplomatie/Sécurité maritime :

Le Sommet extraordinaire de l'UA à Lomé reporté à une date ultérieure

Le Sommet extraordinaire de l'Union Africaine (UA) sur la sécurité maritime prévue du 4 au 7 novembre prochain, ne pourra se tenir aux dates initialement indiquées. Les autorités togolaises ont annoncé hier mercredi son report à une date ultérieure. Les raisons évoquées sont d'ordre logistique, assure le ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et de l'Intégration Africaine...

Suite à la page 3



Robert Dussey, ministre des Affaires Etrangères, de la Coopération et de l'Intégration Africaine

Premier meeting du CAP2015 après le scrutin du 25 avril :

Jean-Pierre Fabre déclare qu'il est "en lutte de libération"

P.3



Jean-Pierre Fabre, président de CAP2015

Convention générale des femmes du parti "Le NID" :

Le conseil général des femmes du parti le NID demande à Jean-Pierre Fabre d'agir pour favoriser une assise nationale de l'opposition P.2

La transition burkinabè en difficulté :

Le président Michel Kafando et son Premier ministre Isaac Zida gardés par le RSP P.3
Est-ce le résultat de la politique d'exclusion de la transition ?



Le Président Michel Kafando



Isaac Zida, PM

RDI-Togo appuie la scolarisation à Dankpen

La centrale d'achat française René Descamps International (RDI-France) a procédé à la remise de kits scolaires aux meilleurs élèves au CEPD de l'année scolaire 2014-2015 de la préfecture de Dankpen le 09 septembre dernier. La cérémonie s'est tenue à Guérin Kouka, chef lieu de la préfecture, situé environs 90 km à l'ouest de Kara (à 430 km au nord de Lomé) par M. Eric Amétsipé, représentant de la société dans la zone CEDEAO.

Au total 60 élèves ont bénéficié de ces kits dans tout le Dankpen à raison de cinq par canton car la préfecture est composée de douze.

" Il s'agit de célébrer l'excellence dans toute la préfecture de Dankpen à travers cette récompense donnée à ces jeunes élève-

ves. Le but recherché est de les encourager à toujours viser l'excellence dans leurs études ", a précisé M. Amétsipé.

Selon lui, si aujourd'hui, la RDI est à Guérin Kouka, c'est pour célébrer l'excellence. Notre société a choisi comme programme allant dans le social la culture de l'excellence afin d'encourager tous ces élèves qui font des efforts nécessaires à poursuivre sur cette voie.

Pour le préfet de la localité, Martin Maganawé, cette récompense constitue un moyen de donner des arguments à cette jeunesse pour continuer dans cette dynamique de l'excellence. Par cela, la RDI touche également les proches de ces élèves, leurs parents, leurs amis élèves en vue de les amener à persévérer dans leurs études.

L'élève N'Djinila N'Gwemawé de l'EPP Nampoch A, premier de



Le préfet de Dankpen reçoit une distinction honorifique de la société RDI

toute la préfecture avec une moyenne 18,42 (129 points) est reparti avec un vélo en plus d'un kit scolaire complet. De même, M'Ballilo Mananbikina arrivée en tête des filles est repartie avec le même lot.

A part ces deux lauréats, le reste des élèves a été gratifié d'un kit scolaire complet pour de bien démarrer la prochaine rentrée scolaire. Le préfet ainsi que l'inspecteur de la préfecture de Dankpen se sont vus décerner le prix d'ex-

cellence RDI avec deux mégaphones offertes par la société.

Notons que Dankpen est la meilleure en matière de production agricole au Togo. La culture de base étant l'igname, d'autres produits agricoles notamment le maïs, le sorgho, le haricot, le niébé, le soja, le coton (...) font de cette localité une zone agricole équilibrée : " Notre aliment de base, c'est le fufou (igname pilé), il y a des ménages qui en consomment toute l'année " a confié le préfet Maganawé. Mais ajoute-t-il les menus sont encore diversifiés et saisonniers.

Depuis 2012, la centrale d'achat française René Descamps International (RDI-France) a initié des actions sociales, qui lui permettent chaque année d'encourager l'excellence en milieux scolaires.

Carole AGHEY

Convention générale des femmes du parti "Le NID" : Le conseil général des femmes du parti le NID demande à Jean-Pierre Fabre d'agir pour favoriser une assise nationale de l'opposition

Initialement prévue pour se tenir le 21 février dernier et reportée pour des raisons liées à l'élection présidentielle d'avril passé selon le parti, la convention générale des femmes du parti le NID s'est finalement tenue le samedi 12 septembre dernier au centre Christ Rédempteur (Brother Home) à Lomé sur le thème " Les femmes Réformistes, Républicaines mobilisées pour une nouvelle espérance ". Cette convention des femmes du parti ayant abouti au renouvellement du bureau pour un mandat de trois ans s'inscrit dans la dynamique du parti, celle du leadership féminin.

Selon la nouvelle présidente



La table d'honneur lors de la reconquête

élue Mme Gbadjavi Combélé, la femme engagée a plus de contrainte que l'homme. " Je compte sur chacune et chacun pour écrire la nouvelle page de l'espace politique du Togo avec la place qui revient à nous les fem-

mes ", a-t-elle souligné.

S'agissant des différentes résolutions issues de cette convention, le conseil général du parti le " NID " demande expressément au chef de file de l'opposition Jean Pierre Fabre, d'agir pour favoriser la

tenue effective des assises nationales des forces démocratiques dans le but de doter l'opposition togolaise d'un véritable programme commun, seul gage selon le parti, de l'unité d'action qui constitue le socle de la nouvelle espérance.

Pour le Président du NID M. Gabriel Dosseh Anyron, cette assise nationale des forces démocratiques souhaitée par le conseil général des femmes de son parti s'avère nécessaire et indispensable et constitue la pierre angulaire de la nouvelle espérance.

" La classe politique doit revoir sa stratégie en allant à une assise nationale des réformistes et républicains pour recréer la nouvelle dynamique en mettant un pro-

gramme commun qui permet l'unité d'action ".

Entre autres résolutions, le Nid exhorte toute la classe politique et la communauté internationale à la mise en place d'une CENI technique et permanente avant les prochaines échéances électorales.

Le président du NID n'a pas manqué dans son intervention de déplorer la dislocation de leur famille politique issue des nationalistes (UFC) et a souhaité la renaissance et la réconciliation de cette famille politique divisée depuis 2005 en 04 forces politiques antagonistes et qui se combattent à tort notamment l'UFC, de Gilchrist Olympio, le FPD de Djimon Ore, l'ANC de Jean Pierre Fabre et le NID.

" La dislocation de notre famille politique a provoqué la désespérance de notre politique ", a-t-il souligné.

Je m'engage personnellement poursuit-il à œuvrer pour la renaissance de notre famille politique issue des nationalistes " ablodevi "

Espoir

Projet HERITAGES II:

Enregistrer et transmettre le patrimoine oral compilé sur un CD paraît utopique pour beaucoup tant que BUTODRA

Collecter, enregistrer et transmettre le patrimoine oral afin de le préserver, c'est ce qui a été la musique de fond du projet " HERITAGES II " qui s'est déroulé du 10 au 22 Août 2015 à travers les villes, Aného, Vogan et Tabligbo. Le projet est une initiative de Kokou Beno Sanvee Allouwassio de concert avec Ziticomania, Gabité avec l'appui financier du Fond d'Aide à la Culture (FAC). De retour de la tournée, le promoteur a rencontré les professionnels de la communication le 08 Septembre dernier à Arema fil bleu pour le point général.

L'objectif de ce projet est de promouvoir le conte et l'oralité auprès d'un plus large public du milieu aussi bien citadin que rural. Renouer avec la transmission orale de notre histoire, contribuer ainsi à la décentralisation artistique et la promotion de l'oralité.

A première vue collecter, enregistrer et transmettre le patrimoine oral compilé sur un CD paraît utopique pour beaucoup tant que BUTODRA n'aura pas trouvé une formule pour décourager les falsificateurs. En attendant, l'artiste comédien Beno Allouwassio, va à la rencontre des artistes conteurs d'Aného, Vogan et de

Tabligbo conformément au second volet du projet " HERITAGES ". Que ce soit à Tabligbo et ses environs, Kouvé, Gboto, Amoussimé, Ahépé, dans les villes d'Aného ou encore de Vogan où a séjourné douze jours durant la caravane de l'oralité, le constat est le même. Presque pas de rencontres entre les conteurs d'une région avec une autre d'où : " Il existe très peu d'occasion de rencontres entre les acteurs culturels des différentes régions alors que les pratiques artistiques et la créativité se nourrissent de la rencontre dans le but d'un partage d'expériences. Une grande partie des arts connus n'existeraient pas sans l'envie de découvrir, d'aller au-delà des limites intellectuelles ", a reconnu Beno Sanvee. C'est pour corriger cet état de choses qu'il a pris son bâton de pèlerin dans une démarche d'échange et de partage pour enrichir les pratiques et répertoires, en vue d'améliorer l'inter connaissance avec l'oralité. Il s'agira à la fin de collecter, enregistrer et transmettre les " HERITAGES " oraux.

Rejoignant l'initiateur Beno, le Directeur de la Maison de l'oralité, Allassane SIDIBE, a salué l'initiative qui



La table d'honneur

consiste en la promotion de l'oralité en mêlant transmission, échanges, formation et collectage autour du patrimoine oral togolais dans toutes ses composantes.

Le projet " HERITAGES " est pertinent en ce sens qu'il est axé sur les arts du conte, à la fois en tant que discipline artistique mais aussi comme patrimoine culturel et historique à préserver. Il est décliné en trois composantes à savoir la valorisation de l'art de l'oralité, la vivification de l'histoire et la participation à l'édification d'une paix durable au Togo. Autant dire mieux se faire connaître dans la lutte pour la préservation de l'oralité.

Kokou Beno Sanvee alias Allouwassio est un promoteur culturel. Il a fait ses armes au sein de la troupe nationale togolaise dans la pièce : " On joue la comédie " de A. Zinsou en 1977 avant de recevoir la formation d'acteur Mime au Carré Silvia Monfort à Paris de 1984 à 1986. Conteur dans un style qui lui est propre, Sanvee a remporté la médaille d'Or en spectacle de conte aux 2èmes jeux de la Francophonie à Paris. Il s'est frotté également aux côtés des metteurs en scène de renom, Guy Lenoir, Paul Golub entre autres.

Carole AGHEY

CHRONIQUE
de la Semaine

63 Rue Bekpo, Tokoin Ouest
Récépissé n°0338/05/03/08
15 BP : 82 Lomé - Togo
Tél: 23 20 92 75 / 90 01 21 69

Directeur de la Publication

ALIZIOU ESSODINA
90 01 21 69

REDACTION

Carole AGHEY
A. KAPO
B. Talom.
Jean-Pierre B.
Espoir D.

Imprimerie St Louis
Tirage : 2000 ex.

Premier meeting du CAP2015 après le scrutin du 25 avril :**Jean-Pierre Fabre déclare qu'il est " en lutte de libération "**

Le Combat pour l'Alternance Politique 2015 a tenu son premier meeting au stade d'Ablogamé le samedi dernier. Ce meeting semblait être le test de la mobilisation après le cuisant échec de Jean-Pierre Fabre au scrutin présidentiel du 25 avril 2015. Ce petit stade situé dans la banlieue de Lomé n'a accueilli que quelques militants (le stade n'était pas rempli) de la coalition de quatre partis politiques notamment le PSR, l'UDS, la CDPA et l'ANC.



Jean-Pierre Fabre, président de CAP2015

Pour une mobilisation de quatre partis politiques l'on peut dire sans se tromper que les militants n'ont pas répondu massivement à l'appel de leurs leaders. Qu'est ce qui peut justifier ce désamour ? Sûrement que les militants ont compris que Jean-Pierre Fabre est un passéiste et qu'ils veulent voir du neuf. Mais seulement ce dernier ne semble pas l'entendre de cette oreille. Jean-Pierre Fabre pense qu'il est le seul leader politique à pouvoir arracher le pouvoir et réaliser l'alternance au Togo.

C'est d'ailleurs pourquoi au cours du meeting le président de l'ANC ne s'est pas privé d'occasion pour allumer ses camarades de l'opposition. Il a dit au maigre nombre de militants présents sur les lieux que ce sont plutôt les autres partis de l'opposition qui ont saboté la victoire de l'opposition. Or, nombreux sont les militants qui savent que c'est son arrogance et son mépris envers les autres qui ont concouru à son cuisant échec.

L'un des militants que nous avons rencontré sur les lieux, en l'occurrence Jean-Claude Honvi, a laissé entendre que : " je suis déçu des propos de Jean-Pierre Fabre. En venant à ce meeting je pensais que les intervenants avaient du nouveau à proposer pour relancer le combat.

Mais malheureusement c'est le même refrain que nous avons l'habitude d'entendre sans apporter la réponse à nos préoccupations. Que faire pour rassembler toute l'opposition autour d'un idéal ? Malheureusement, non seulement le président de l'ANC n'a pas pris en compte cet aspect mais il s'est évertué à vilipender ses camarades de l'opposition ". Le militant très déçu, a juré qu'il n'assistera plus à ces meetings qu'il trouve inutiles.

Comme on peut le constater, cette sortie des responsables du CAP2015 n'a pas tenu ses promesses et les militants sont repartis totalement déçus. Est-ce pour cette raison qu'aucun tapage médiatique n'a été enregistré autour de cet événement qui, en d'autre temps, ferait la une des journaux ? Samedi dernier, contre toute entente, Jean-Pierre Fabre a laissé entendre que le CAP2015 se porte bien.

"CAP 2015 se porte bien,

nous sommes dans une lutte de libération et les déceptions par ci par là ne nous découragent pas. Au contraire, ça nous galvanise. Nous sommes dans le bon sens et rien ne peut nous détourner de l'objectif ", a déclaré le candidat

du CAP2015.

Mais seulement voilà, si le président national de l'ANC reconnaît qu'il y a des déceptions, quelle solution propose-t-il pour colmater les brèches ? Au lieu d'énoncer les propositions

concrètes, il annonce plutôt une lutte de libération. Jean-Pierre Fabre veut libérer qui et de qui ? Les Togolais sont-ils au Guouantanamo ? Qu'a-t-il fait des sages conseils à lui prodigués, il n'y a pas longtemps, par l'honorable Dr Kampatib de l'ADDI ? Qu'a-t-il compris des propos du Dr William Kuessan qui, du haut de la tribune du congrès statutaire de la CDPA, disait que ce que le peuple attend de l'opposition, ce n'est pas le décompte des voix obtenues aux scrutins, mais la victoire dans les urnes ? N'a-t-il pas compris qu'à force de transformer ses échecs cinglants en victoires éclatantes, il agace non seulement le bon peuple togolais mais aussi ses compagnons de lutte ?

Jean-Pierre Fabre devrait

s'attaquer aux vrais problèmes qui minent l'opposition au lieu d'amuser la galerie. Les Togolais ont déjà acquis leur liberté depuis le 05 octobre 1990 ; c'est d'ailleurs ce qui lui permet aujourd'hui d'organiser ses meetings en toute liberté et de mener ses activités politiques sans entrave.

Le hic, c'est que le gouvernement donne de l'argent à l'opposition pendant les périodes électorales pour leur campagne. Que dire d'autre que le Togo a fait un grand bond dans le processus démocratique ? Le combat de libération de Jean-Pierre Fabre est déjà dépassé, il doit changer ou mieux débarrasser le plancher et laisser la place à un autre. C'est aussi être un bon démocrate.

Aliziou Dominique

Diplomatie/Sécurité maritime :**Le Sommet extraordinaire de l'UA à Lomé reporté à une date ultérieure**

Le Sommet extraordinaire de l'Union Africaine (UA) sur la sécurité maritime prévue du 4 au 7 novembre prochain, ne pourra se tenir aux dates initialement indiquées. Les autorités togolaises ont annoncé hier mercredi son report à une date ultérieure. Les raisons évoquées sont d'ordre logistique, assure le ministre des Affaires Etrangères, de la Coopération et de l'Intégration Africaine.

Les autorités togolaises ont annoncé hier mercredi le report sine die du Sommet extraordinaire des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Africaine (UA) sur la sécurité et la sûreté maritimes et le développement en Afrique, initialement prévu pour se tenir du 4 au 7 novembre dans la capitale togolaise. La principale raison évoquée est d'ordre logistique.

En effet, selon les autorités togolaises, les travaux de rénovation de l'hôtel Radisson Blue 2 Février, ce gigantesque complexe hôtelier qui devrait abriter la majorité des travaux de cette conférence et le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement africains, lancés en janvier dernier par le Chef de l'Etat Faure Gnassingbé, ont accusé un retard. Le complexe hôtelier qui devrait ouvrir ses portes le 15 octobre au plus tard, ne pourra accueillir à cette date ses premiers clients.

A l'origine de ce non respect des délais, des mouvements de débrayage des ouvriers de ce chantier qui réclament le paiement de leur rémunération. Selon les ouvriers manifestants (peintres et skymeurs), ils vivent une " injustice qui ne dit pas son nom ". " ...Nous nous sommes rendus compte que le travail abattu sur le site dépasse ce qu'on nous paie. Nous avons plusieurs fois discuté de cela avec nos patrons mais ceux-ci ne nous ont pas donné de



Robert DUSsey, ministre des Affaires Etrangères ...

suites favorables.", a indiqué un peintre qui a requis l'anonymat.

" Chaque fin de mois, on peut prélever 10.000F ou 12.000F voire 15.000F sur le salaire d'un ouvrier sans raison valable (...) Les Sud-Africains et Mozambicains qui font le même travail que nous sur le site, perçoivent plus que nous les autochtones ", déclare un autre ouvrier manifestant.

Ce bras de fer entre ouvriers et leurs employeurs a entraîné la cessation des travaux de réfection du complexe hôtelier qui est un pôle stratégique pour la tenue de ce grand sommet à Lomé.

D'un autre point de vue, même si les travaux venaient à reprendre, cet hôtel pourrait être prêt à temps mais son usage poserait problème puisqu'il faudrait éviter

tout désagrément lors de la tenue de ce grand sommet, en procédant au préalable à un "check up" de toutes les installations, notamment électriques, mobiliers, et même de tout l'immeuble.

Il ne faut pas également perdre de vue les autres chantiers en matières d'infrastructures routières qui devraient elles aussi être prêtes avant le sommet. La plupart de ces chantiers connaissent un taux d'avancement des travaux assez faible. Le dernier chantier en date ouvert, celui du tronçon Colombe de la Paix - Aéroport Gnassingbé Eyadéma de Lomé, en est une parfaite illustration.

Avec ce report, l'on prendra le temps de bien faire les choses pour éviter d'offrir un spectacle désolant de mauvais goût aux milliers de visiteurs qui fouleront le sol togolais. Ils doivent repartir de Lomé avec le sentiment d'un Togo relooké sous Faure Gnassingbé.

JPB

La transition burkinabè en difficulté :**Le président Michel Kafando et son Premier ministre Isaac Zida gardés par le RSP****Est-ce la somme de la politique d'exclusion de la transition ?**

Le Burkina-Faso vit-il un coup d'Etat militaire ? Telle est la question que l'on se pose eu égard aux informations qui nous parviennent. En début d'après midi d'hier, des éléments du Régiment de la Sécurité Présidentielle (RSP) se sont introduits au Palais de la présidence où se tenait un conseil des ministres pour procéder à la séquestration du président de la république Michel Kafando, du premier ministre Isaac Zida et deux autres ministres notamment le

ministre de la Fonction publique, du Travail et de la Sécurité sociale, Pr Augustin Loada et le ministre de l'Habitat de l'urbanisme René Bagoro. Cette situation a amené certains Burkinabè à sortir pour réclamer la libération de ceux que l'on peut désormais appeler les otages du RSP.

Cette foule qui convergeait vers la présidence a été stoppée par les éléments du RSP qui ont ouvert le feu pour disperser les manifestants.

Dans la soirée des coups de feu ont été entendus dans la ville.

Que veulent les militaires du RSP ?

Depuis le démarrage de la transition après l'insurrection, le RSP s'est fait entendre à plusieurs reprises après des tentatives de sa dissolution.

Evidemment, la transition burkinabè a tenté de dissoudre ce régiment qui est un corps d'élite très équipé. Le premier ministre Isaac Zida qui était le

Suite à la page 6

Rentrée des classes pour la Synergie des Travailleurs du Togo (STT) : La Synergie invitée à œuvrer aux côtés des autres organisations syndicales pour améliorer la qualité des services publics

La trêve aura durée plusieurs mois. Depuis le vendredi 11 septembre dernier, les membres de la Synergie des Travailleurs du Togo (STT) ont effectué leur rentrée sociale, placée sous le thème : " L'apport des travailleurs dans la qualité des services publics ". Une manière pour la Centrale syndicale d'inviter ses membres à une prise de conscience professionnelle et de pallier ainsi la mauvaise qualité des prestations de services tant décriée au niveau de l'administration publique.

La STT a animé, vendredi dernier à Lomé, une conférence-débat sur le thème : " l'apport des travailleurs dans la qualité des services publics ". Cette conférence suivie d'une assemblée générale, a servi de rentrée de classe pour les membres de la Synergie. Plusieurs points ont été abordés au cours de cette rencontre,



Le ministre Gilbert Bawara



Mme Nadou Lawson (STT)

notamment le rapport sur les acquis et les autres points en cours de revendication par la STT sans oublier la conduite à tenir dans les prochains jours au nom du mouvement syndical.

Et comme il fallait s'y attendre, le langage de fermeté de la part des responsables de cette centrale syndicale n'a pas changé. Selon la coordinatrice, Mme Nadou Olokunlé Lawson, une plateforme

actualisée est déposée sur la table du gouvernement en attendant l'ouverture des discussions. Entre autres réclamations, la STT revendique le doublement de la valeur indiciaire, l'harmonisation de l'âge du départ à la retraite, le paiement de 20 et 30 milles aux budgets autonomes, le redressement de la grille salariale sur les deux SMIG qui constituaient les 280 points...

La coordination de la STT n'a pas passé sous silence les récriminations faites à l'administration togolaise au sujet de la qualité des services publics. A ce sujet, Mme Nadou estime qu'un projet a été fait dans ce sens afin de relever les défis, tout en continuant de réclamer un environnement de service adéquat...

La mise au point du ministre Bawara

A cette rentrée de classe des membres de la STT, le coup d'envoi a été donné par Atissim Assih, représentant le ministre de la Fonction publique, du Travail et de la Réforme administrative. Selon lui, le souhait de son ministre de tutelle est de voir les membres de la STT travailler à " des délibérations et des travaux fructueux, susceptibles de déboucher sur une contribution accrue de la STT, aux côtés des autres organisations syndicales, en vue de l'amélioration de la qualité des services publics dans notre pays ".

Profondément convaincu que " la qualité des services publics est intimement liée à la qualité de la contribution et de l'apport, déterminants et même irremplaçables, des travailleurs appelés à animer ces services ", le gouvernement a

rendu hommage à ces femmes et hommes dévoués à l'Etat et à ses services et œuvrant à la bonne marche du pays, a souligné le représentant du ministre.

Et dans l'optique d'assurer aux travailleurs une " amélioration continue des conditions de vie et de travail, et partant leur épanouissement et leur bien-être ", l'émissaire du ministre Bawara a convié les différents acteurs syndicaux à " sortir de la logique de l'affrontement et du bras de fer, éviter tous les actes et comportements susceptibles de freiner ou de briser l'élan de redressement économique et social que notre pays a amorcé grâce à l'effort de tous et chacun, et privilégier en toute circonstance la discussion, la négociation ainsi que le sens de la responsabilité et du compromis ".

Tout en réitérant la disponibilité et la volonté d'écoute du Gouvernement afin qu'ensemble avec les organisations syndicales, des solutions adéquates et durables aux nombreux défis de l'administration togolaise et tous les autres services publics, puissent être trouvées dans l'optique de corriger " le sentiment d'insatisfaction qui domine chez les usagers de l'administration publique ".

JPB

Colonie de vacances baclée pour les meilleurs élèves : Magouilles et cafouillage au sein de la Direction Régionale de l'Education et la direction des examens et concours dans le choix des lauréats

Organisées chaque année dans le cadre des vacances utiles et citoyennes par le ministère du Développement à la base en collaboration avec le ministère de l'enseignement et de la formation professionnelle, les colonies de vacances visent à primer les meilleurs élèves des différents examens. Seulement, l'on est scandalisé de constater des cafouillages et des magouilles de la part de la Direction Régionale de l'Education (DRE) en complicité avec la direction des examens et concours et le département du ministère de l'Enseignement, chargé du suivi de ce processus, dans l'affichage de la liste des élèves bénéficiaires qui ne sont pas tous lauréats au BEPC.

Généralement pour le BEPC, le premier des candidats et la première des candidates de chaque centre d'examen sont ceux qui bénéficient des colonies de vacances organisées par le ministère du Développement à la base, de l'artisanat, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes.

Contrairement à ce critère transparent de sélection des lauréats, le département des examens du ministère de l'enseignement et la DRE qui est chargée de compiler les résultats sur toute l'étendue du territoire afin de dégager la liste des meilleurs élèves, se plaisent à inventer des lauréats inexistants ou non méritants ou encore à gonfler l'effectif des lauréats afin d'alourdir le budget voté par le ministère du développement à la base à cet effet. Dans quel but sinon se remplir les poches ?

" Ces pratiques sont constatées depuis que les colonies de vacances ont été initiées. C'est à dire qu'ils infiltrent les noms de

ceux qui ne méritent pas. Au finish cela fait gagner beaucoup d'argent à un cercle fermé tant à la direction régionale de l'éducation, à la direction des examens et concours qu'au ministère de l'Enseignement primaire et secondaire ", a confié un enseignant. " Nous ne comprenons plus rien dans le choix des meilleurs élèves au BEPC pour les colonies de vacances. La première des filles et même du centre vient de notre école mais n'a pas été lauréate. Elle a été remplacée par une élève qui n'a même pas passé l'examen parce qu'ayant démissionné depuis le mois de février. Cette fille démissionnaire a été sélectionnée à la place de notre élève avec une moyenne de 17. Lorsque nous sommes allés pour réclamer avec toutes les preuves à la direction des examens et concours, nous n'avons pas eu gain de cause. ", a ajouté un directeur d'école.

Si certaines sources proches de la direction des examens et concours font état d'erreurs dans le report des moyennes sur les fiches de relevés et par conséquent sur la liste des lauréats, d'autres encore font état de l'existence d'une bande organisée de fraudeurs au sein du ministère de l'Enseignement, de la DRE et de la direction des examens qui gonflent l'effectif des lauréats pour se rétrocéder les commissions après.

Rappelons que cette année, pour se faciliter la tâche et semer le cafouillage, la proclamation des résultats des examens du BEPC n'a pas été suivie de celles des moyennes et par les candidats comme cela a été le cas les années précédentes ; cela ne permettra pas évidemment aux chefs centres et établissements et même aux élèves d'avoir une idée

des lauréats.

La désolation des participants et la pagaille dans l'organisation

Cette année, plus de 400 lauréats au BEPC ont été retenus pour la colonie de vacances organisées à Kara du 26 août au 04 septembre dernier. Selon nos informations, à peine la moitié des lauréats ont participé à cette colonie. Par ailleurs les élèves qui y ont participé, ont déploré le traitement (accueil, logement, nourritures...) qui leur a été réservé à bas.

D'autres encore ne se sont pas vu rembourser les frais de transport du chef-lieu de préfecture au point de ralliement pourtant prévus et même publiés dans le communiqué convoquant ces élèves. " Si je savais que les colonies de vacances allaient être comme ça, je n'y serais pas allé. Ils nous ont laissé affamés là bas et pourtant on n'avait pas d'argent ", fulminait un participant.

C'est même dire qu'en dépit du budget alloué pour les meilleurs élèves au BEPC, l'organisation de cette édition de colonie de vacances n'a pas su combler les attentes des élèves mais a suscité au contraire, le dégoût des enfants et la colère de certains parents d'élèves.

C'est donc le lieu d'attirer l'attention des ministres de l'Enseignement primaire, secondaire et de la formation professionnelle et du Développement à la base, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes sur les malversations et les magouilles qui s'opèrent dans le choix des meilleurs élèves, et pendant les colonies de vacances.

Espoir

Fait divers

FACE À FACE

Il y a déjà dix ans que dame Ablavi et le sieur Rigobert sont unis par un mariage. Ils ont formé à l'époque un couple extraordinaire et très élégant qui suscitait une telle admiration de tout l'entourage était difficile, voire impossible de croire à l'infidélité d'un membre de ce couple. Et pourtant !

Les engagements pris devant le maire et plus tard devant le prêtre ne sont plus d'actualité. Ils ont été foulés au pied par un mari abonné à d'intenses et excessives activités sexuelles sur fond d'infidélité. Avec le temps, sa complice, la désormais voleuse de foyer est identifiée et mise à nue un matin de grande fraîcheur. Le face à face avec la propriétaire a eu lieu dimanche dernier. Le théâtre était tout simplement horrible.

La désolante scène s'est déroulée dans les environs du marché de Gblinkomè, une localité périphérique située au nord ouest de la ville de Lomé. A la surprise générale, des observateurs ont aperçu une dame visiblement mécontente prendre la direction du local où habite dame Afi, 32 ans, mère de la petite Rose, 7 ans, produit unique du sieur Rigobert.

Il sonnait 05 heures du matin. Les premiers occupants de la maison étaient déjà réveillés et certains étaient dans la cour, d'autres occupés aux tâches quotidiennes de ménage.

Ablavi et ses trois " malabars " qui l'ont accompagnée, se sont donc directement dirigés vers la porte de la voisine à laquelle l'un d'eux a violemment frappé. A peine la porte a-t-elle été ouverte que les malabars ont fait leur entrée à l'intérieur de la chambre. Les minutes qui ont suivi ont été rudes et très pénibles. Il a fallu une contre offensive de taille pour venir à bout de la fougue d'Ablavi.

Cette méchanceté a malheureusement engendré deux fractures aux pieds de la dame Afi et des blessures corporelles importantes sur la personne de sa petite sœur qui vivait sous son toit. Même la petite Rose qui dormait au moment des faits n'a pas été épargnée. Elle a reçu un choc à la tête lors de sa chute du lit.

Arrivé sur les lieux quelques minutes plus tard, le sieur Rigobert (puisque c'est de lui qu'on parle), haut cadre de l'Administration publique, a tout simplement constaté l'horreur. Aussi a-t-il rapidement organisé les opérations de secours avant d'avouer que ce forfait était l'œuvre de son épouse.

Il a par la même occasion présenté ses excuses aux autres occupants de la maison avant de les féliciter pour le secours inestimable apporté aux victimes. Aux dernières nouvelles, dame Ablavi et ses trois acolytes seraient sous les verrous probablement par provocation à domicile ou trouble à l'ordre privé ou encore pour sévices corporels infligés à autrui, la liste est longue. Triste, n'est ce pas ?

B.TALOM

Sommet sur la sécurité maritime de Lomé : Vers un nouveau départ au Sommet de Lomé

Avec plus de 30.72 km de côtes pour 90 ports principaux, le continent africain bénéficie d'un important apport des mers et océans pour son développement économique. Ainsi, le transport maritime à lui seul représente environ 92% du commerce extérieur de l'Afrique alors que la contribution de l'économie maritime au PIB atteint et dépasse parfois la barre des 70% pour les pays ayant une ouverture sur la mer. C'est dire qu'il existe un lien plus qu'étroit entre l'essor économique de l'Afrique et la pérennisation de ces trafics maritimes, qui sous-entendent la sécurité de ces espaces maritimes. Par ces mers et océans, transitent également une importante quantité de matières premières et énergétiques en direction des pays industrialisés. Il est donc indispensable pour l'Afrique de penser au développement économique sans assurer la sécurité de ses eaux (océans et mers). A ce titre, le sommet de Lomé se veut de créer un leadership en matière de gestion en matière sécuritaire des ces mers et océans, et constitue le point de départ d'une nouvelle dynamique de développement de l'Afrique via son " économie bleue ".

Bref rappel...

Selon un rapport de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC) pour l'année 2011, quelques 21 tonnes de cocaïne, en provenance d'Amérique du Sud, ont été introduites en Europe, après avoir transité par l'Afrique de l'Ouest, rapportant aux trafiquants des bénéfices estimés entre un et deux milliards de dollars. Ce qui représente plus du double du Produit intérieur brut (PIB) d'un pays fragile comme la Guinée-Bissau, qui ne s'élevait qu'à 400 millions de dollars en 2009.

Leurs réseaux très organisés des pirates qui écumant le Golfe de Guinée, auraient détourné l'équivalent de 117.000 tonnes de pétrole brut, en près de quatre ans ; de plus, environ 170 navires de pêche de la sous-région ont cessé leurs activités en 2010 par peur des attaques, souligne une enquête de l'organisme danois "Risk Intelligence". Selon les mêmes informateurs, plus de 100 millions de dollars de marchandises auraient été dérobées depuis 2010 par les pirates.

D'un autre côté, la pêche illicite a, quant à elle, appauvri les stocks de poissons, détruit les habitats marins, entraînant une distorsion de concurrence pour les pêcheurs honnêtes et affaibli les communautés côtières, notamment en Afrique. Selon les estimations, la pêche illicite fait perdre plus de 170 milliards de francs CFA à l'Afrique de l'Ouest...

Outre le trafic de drogue, la

pêche illicite et la criminalité qui ont cours dans les eaux ouest africaines, ces milieux sont également le ferment des trafics illicites de tous genres qui menacent l'élément moteur de l'activité économique des pays ayant une ouverture sur la mer et mettent en péril leurs capacités d'échange avec le reste du monde.

Il est à noter qu'en 2013, l'on a enregistré 51 attaques dans le Golfe de Guinée ayant entraîné de lourdes pertes économiques...

...La nouvelle dynamique

Le Sommet extraordinaire des Chefs d'Etats et de gouvernements de l'UA à Lomé ambitionne de faire de l'espace maritime, le levier principal du développement économique et social de l'Afrique. Il sera question donc à Lomé de définir une stratégie de lutte contre l'insécurité maritime sur le continent, de faire la promotion de " l'économie bleue ", suivant une Charte définissant les conduites à tenir pour une réussite de cette entreprise grandiose.

Par exemple, sachant que les enjeux économiques sécuritaires et stratégiques de la piraterie maritime et du trafic de drogue sont incontestables, éradiquer ce phénomène requiert donc une réponse globale comprenant un cadre juridique particulier, des



moyens de surveillance et d'intervention ainsi que des organismes de coordination sous-régionaux. C'est dire que seule une Afrique forte et unie, peut inspirer une telle coordination internationale qui devrait s'appuyer sur la sécurité et la sûreté maritime.

Le Sommet va s'articuler autour de deux principaux axes, notamment la coopération régionale et internationale sur la sécurité maritime, et la mer comme facteur de développement, le tout décliné en plusieurs points importants à savoir : la piraterie moderne, la pêche illicite, la pollution des océans, la protection du littoral et la lancinante question de la migration qui s'invite aux débats, vu le nombre sans cesse grandissant de migrants africains trouvant la mort dans la

méditerranée.

Du fait de l'augmentation de la classe moyenne en Afrique, l'on s'attend dans les prochains mois à une augmentation des échanges commerciaux avec le reste du monde. Cette croissance des activités économiques exige la construction en Afrique de ports modernes pouvant assurer efficacement ces échanges. Et il faut pour le continent se préparer dès aujourd'hui à faire face à cette nouvelle donne économique. Le Sommet de Lomé devrait donc donner une réponse adéquate à ces prévisions tout en relevant les innovations prévues et les méthodes de gestion devant être prises en compte.

Il est attendu également des participants à la conférence de Lomé, des débats fructueux sur

la question de l'environnement, notamment la limitation de l'impact environnemental des ports et celle de la protection de la biodiversité des littoraux. Quoique la manutention de fret puisse émettre des effets néfastes vis-à-vis de l'environnement, il serait alors important d'anticiper sur les effets des infrastructures sur l'environnement tout en cherchant à les intégrer aux écosystèmes...

Au vu de toutes les attentes actuelles et futures ayant trait au développement de l'Afrique, le Sommet extraordinaire de l'UA à Lomé constitue un nouveau point de départ pour une nouvelle dynamique salvatrice pour le développement de l'Afrique par les Africains et pour les Africains, ceci grâce à la mise en place de stratégies innovantes allant de la surveillance et du contrôle pour la lutte contre la pêche illicite à la mise en place d'une infrastructure physique, sécuritaire et sociale pour combattre les trafics illicites et pour répondre aux besoins de création d'emplois, en passant par la mise en place d'une coordination sous-régionale devant défendre les intérêts des pays ayant une ouverture sur la mer, etc. C'est à ces seules conditions que les Africains pourront espérer vivre des retombées des mers et océans qui les ont vu naître.

JPB

Conférence de l'UA à Lomé sur la Sécurité maritime :

40 hôtels retenus pour héberger les invités

Dans le cadre du grand sommet sur la sécurité, la sûreté maritime et le développement en Afrique (initialement prévu pour se tenir du 4 au 7 novembre 2015 et finalement reporté à une date ultérieure), co-organisé par le Togo et l'Union Africaine, les autorités togolaises mettent les petits plats dans les grands pour le succès de ce grand rendez-vous avec l'histoire...

Après le travail méticuleux

d'une mission d'inspection, la liste des hôtels finalement retenus devant héberger les participants à ce sommet, a été rendue publique par le ministère du Commerce.

Avant le passage de cette mission dans les différents établissements hôteliers de la place, une rencontre a eu lieu entre la ministre du Commerce, de l'industrie, de la promotion du secteur privé et du tourisme, et les tenants de ces structures d'hébergement.

Malgré l'appel de l'Etat aux

établissements bancaires de la place afin d'aider à la rénovation de certaines structures hôtelières, notamment le grand Hôtel 2

Février, force est de constater que les offres sont en deçà de la demande. Selon la ministre du Commerce, l'on devra faire appel à des bateaux-hôtels pour héberger le surplus de 4000 participants attendus à cette conférence de Lomé.



Un luxueux hôtel de la capitale

Espérons que le report de ce grand rendez-vous puisse permettre de refaire le retard en matière d'infrastructures hôtelières.

JPB

Construction du centre national de documentation de l'OAPI :

La ministre du Commerce pose de la première pierre en présence du PDG du Groupe CECO

L'Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) dispose désormais d'un centre national de documentation en propriété intellectuelle à Lomé au Togo.

La Ministre en charge du commerce, Bernadette LEGZIMBALOUKI, a procédé ce samedi 12 septembre 2015 à la pose de la première pierre pour la construction de ce bâtiment, en présence du Président Directeur Général du Groupe CECO, Constantin T. AMOUZOU et du Directeur Général de l'OAPI, Dr Paulin EDOU.



Pose de la première pierre

C'est à CECO IMMO, filiale du Groupe CECO que les travaux de construction du bâtiment sont confiés. L'ouvrage sera réalisé sur une superficie de 500 m2 et

quinzaine de bureaux, 6 blocs sanitaires et autres, réalisable en 10 mois.

Selon le Directeur Général de l'OAPI, " le centre après sa cons-

structuré en 3 niveaux, un RDC et 2 étages, dont 1 hall et une terrasse d'accueil, une bibliothèque avec un bureau attendant, une salle informatique, une salle de réunion, une

truction, devrait constituer un outil important de soutien à la recherche scientifique et à l'innovation technologique au Togo, condition sine qua non d'une recherche digne, ciblée, répondant aux besoins et aux préoccupations du pays ".

Il faut rappeler que l'Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle (OAPI) est un organisme intergouvernemental regroupant seize États africains, chargé de protéger de manière uniforme les droits de propriété intellectuelle sur les territoires de ces États.

Pierre AKLA

Libre Opinion : L'Ongle incarné

L'ongle incarné, ou onyxis latéral, est une lésion fréquente, siégeant électivement au gros orteil. Le rebord unguéal pénètre dans le sillon péri-unguéal, entraînant des douleurs qu'exacerbe la plus infime pression. Un bourrelet charnu réactionnel apparaît autour du rebord de l'ongle...

Généralement, le malade entaille obliquement le bord latéral de l'ongle et le gène ne fait que s'accroître, car, la repousse accélérée s'enfonce dans les parties molles à la manière d'un harpon ; une suppuration apparaît, et la douleur devient intolérable....

La cause de l'Ongle incarné est avant tout, la chaussure trop étroite sur un ongle bombé ; il est favorisé aussi par les ongles trop longs, et surtout, coupés selon une forme arrondie, la saleté s'accumulant au bord des ongles...

Le diagnostic est évident pour un dermatologue ou un chirurgien,

mais il ne faut pas confondre l'affection avec :

- l'ongle en " tuile de Provence ", qui est si bombé qu'il se décolle de son lit au centre.

- L'onychomycose, qui consiste en un épaississement de la plaque unguéale.

- L'onyxis et périonyxis mycosiques : c'est une atteinte de l'ongle par des champignons (mycose unguéale ou onychomycose).

- l'onycholyse : décollement du bord libre de l'ongle, découvrant la partie antérieure de son lit.

- L'onychose : altération chronique, non inflammatoire de l'ongle (par opposition à l'onyxis ; il n'y a pas de tuméfaction à la base de l'ongle, ni de douleurs.

- L'onychorrhexis : aspect rayé de la lame unguéale, qui semble avoir été frottée longitudinalement au papier de verre (s'observe souvent à partir d'un âge).

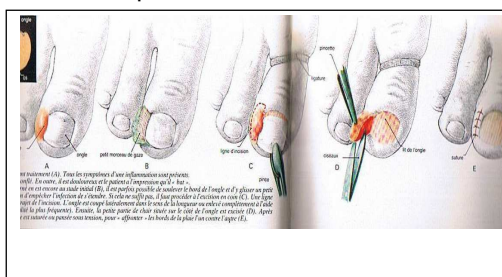
A Lomé (clientèle privée) et à l'Hôpital Notre Dame d'AYOME (Préfecture d'Amou), nous avons

colligé un total de 49 ongles incarnés, opérés sans complications, de 2010 à 2013...

Les malades sont examinés consciencieusement, avec recherche d'hypertension artérielle, ou de diabète ou de cardiopathies. L'interrogatoire recherche la prise d'aspirine ou d'anticoagulants. Les malades ne doivent pas être à jeun, et un traitement anti choc anaphylactique à la zylacaïne est préparé, au cas où...

Deux méthodes de traitements sont utilisées par Dr David IHOU et collaborateurs :

Voir les photos ci-dessous :



ONGLES INCARNES : modes opératoires

1) L'excision en coin : elle

est précédée d'une anesthésie locale, à la zylacaïne à 2 %, au moyen de 2 piqûres, effectuées de chaque côté du gros orteil, après ligature à la base de ce gros orteil, pour éviter une trop grande perte de sang. Puis l'ongle est incisé latéralement, dans le sens de la longueur, jusqu'à la racine, ou matrice, qui se trouve sous la peau, avec ablation de cette partie de la matrice, pour prévenir la repousse de l'ongle incarné. Voir photos.

2) L'enlèvement total de l'ongle : avec les mêmes précautions de préparations préopératoires, on introduit une branche d'une pince sous l'ongle et l'autre au-dessus, et avec une rotation, à droite et à gauche, et une traction douce, on enlève l'ongle calmement. On curette ensuite, avec le bistouri, les bords latéraux du lit de l'ongle. On fait un parage et un pansement compressif, après avoir enlevé le garrot.



Dr David IHOU

L'opération dure à peine 20 minutes. On vérifie les vaccinations antitétaniques du malade. Un antalgique est prescrit, car la douleur est un peu vive après les effets de l'anesthésie locale. Trois ou 4 pansements espacés de trois jours, suffisent à cicatrifier la plaie opératoire. Voir Photos.

Pour éviter les récurrences, il faut, dès la repousse de l'ongle, l'orienter longitudinalement, pour qu'il ne devie pas trop de sa trajectoire, en taillant comme indiqué, avec précautions, et en faisant attention à la propreté des pieds.

Dr David IHOU

La transition burkinabè en difficulté :

Le président Michel Kafando et son Premier ministre Isaac Zida gardés par le RSP

Suite de la page 3

commandant adjoint de ce régiment lequel l'a envoyé à la primature a très tôt coupé avec sa base et a même tenté de décapiter ce corps en opérant des affectations qui n'étaient nullement du goût des militaires. Ceux-ci ont sorti leur muscle et après une médiation, ont regagné leur caserne mais en demandant le départ de leur

camarade, Isaac Zida, devenu Premier ministre.

Si pour le moment les mutins n'ont pas décliné leur revendication l'on peut dire sans se tromper que deux facteurs peuvent concourir à la situation. D'abord, la publication d'un rapport de la Commission de réconciliation nationale dont l'une des recommandations demande de redéployer le RSP



Isaac Zida, PM

Le Président Michel Kafando

et de le décharger de la sécurité du Président du Faso. Ce rapport doit être le détonateur de cet énième mouvement d'humeur du RSP. L'exclusion des ténors de l'ancien parti au pouvoir peut également contribuer à cette situation.

En effet, la transition a pondé des textes taillés sur mesure pour empêcher les grosses pointures de l'ancien parti notamment le président du CDP Eddie Combiogo, le parti de l'ancien président Blaise Compaoré actuellement en exil en Côte d'Ivoire et les partis alliés de se porter candidats. Leur péché mignon c'est d'avoir soutenu la révision de la constitution qui devrait permettre à l'ancien président de rempiler pour un troisième mandat. Malgré la décision de la Cour de la CEDEAO qui a cassé cette exclusion opérée par le code électoral en vue de permettre à tous les Burkinabès de participer à ce scrutin, certains proches de l'ancien régime, ont été écartés de la course.

La transition a botté d'un coup de pied cette décision de la Cour de la CEDEAO. Plusieurs personnes voyaient de loin ce qui arrive actuellement. Certaines personnes avisées avaient tenté d'attirer l'attention sur la gravité de cette exclusion.

Seul le peuple burkinabè a le droit de sanctionner les acteurs politiques dans les urnes. Mais les autorités de la transition qui n'ont pas voulu entendre la cloche de cette oreille, ont persisté tout en craignant cette éventualité. Le résultat est là : à quelques

Des artistes en concert à Lomé pour le mieux-être des détenus du Togo

Des artistes se sont mobilisés en faveur des détenus du Togo, à travers un grand concert organisé le 13 septembre dernier au Palais des Congrès de Lomé, en présence des autorités, les responsables du domaine carcéral et des partenaires au développement notamment le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement).

Différentes sonorités, en majorité du gospel, ont tenu en haleine plus de 3000 personnes venues manifester leur solidarité envers tous ceux qui sont privés de leur liberté, lors de cette troisième édition. Le spectacle a également servi de plateforme pour lancer des appels et collecter des fonds pour l'achat de médicaments au bénéfice des 12 établissements pénitentiaires de notre pays.

" L'Etat avec l'appui des partenaires entreprend de vastes chantiers tant dans l'amélioration des conditions de détention que dans les réformes de la justice ", a souligné le Garde des Sceaux, Pius Agbetomey. Il a promis que plus de ressources seront engagées pour plus de dignité dans



les établissements pénitentiaires du pays.

L'intervention de la porte-parole des détenus de la prison civile de Lomé a ému plus d'un. " La prison est une maison comparable à un hôpital où chacun peut s'y retrouver ", a-t-elle déclaré. Après avoir demandé pardon pour les fautes commises, elle exhorté la jeunesse à éviter toutes les erreurs qui pourraient les conduire dans ces prisons.

Selon elle, les conditions dans les établissements de détention ne sont pas des plus enviables, aussi a-t-elle lancé un appel aux autorités et à toutes les bonnes volontés à aider à les améliorer. " Nous demandons que des sonneries soient installées dans les prisons afin d'éva-

cuer tout cas d'urgence vers les centres hospitaliers ", a-t-elle déclaré en terme de doléance, avant d'évoquer les conditions de détention des femmes qui sont difficiles à supporter.

A l'instar d'autres partenaires au développement, le PNUD accompagne depuis de nombreuses années le gouvernement togolais dans le processus de modernisation de la justice. Une initiative qui devrait permettre en amont d'améliorer les conditions de détention dans les prisons du Togo.

Dans ce sens, l'information et des services d'assistance juridique et judiciaire sont offerts aux personnes vulnérables dans les tribunaux et prisons, en particulier aux femmes et aux jeunes. Trois audiences extraordinaires ont été réalisées dans les prisons de Lomé, d'Aného et d'Atakpamé, et ont permis d'offrir une aide juridique à 187 détenus

et d'en libérer 200. Egalement, des appuis à la réinsertion ont été fournis et ont permis à 45 détenus libérés et vulnérables de bénéficier d'une subvention de retour dans leurs lieux de résidence habituelle et 11 autres d'une subvention de réinsertion, ainsi que la création et l'équipement de centres de formation à Tsévié (ateliers de couture) et Dapaong (ateliers de menuiserie aluminium), en partenariat avec des ONG en vue d'un suivi pérenne des personnes réinsérées.

A ces actions, on peut ajouter l'information donnée à 4213 détenus dont 109 femmes, 31 mineurs et 489 fonctionnaires de l'administration pénitentiaire sur les droits du détenu et ont reçu un guide du détenu permettant aux premiers de mieux faire valoir leurs droits, notamment dans le cadre des voies de recours qui leur sont offertes.

Par ailleurs, 28 jeunes ont été recrutés, formés en matière d'assistance juridique et déployés dans les tribunaux et prisons du pays où ils apportent leur appui à la réalisation des activités du projet, ainsi qu'aux détenus.

Pierre AKLA

Suite à la page 7



**AVEC
LA FACTURE NORMALISÉE,
MON DROIT À DÉDUCTION
EST ASSURÉ**



FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

Pour toute information, contactez le centre d'appel de l'OTR au 8201
Pour signaler tout fait suspect, composez le 8280



**AVEC
LA FACTURE NORMALISÉE,
JE CONTRIBUE À LA MODERNISATION
DE L'ÉCONOMIE ET AU DÉVELOPPEMENT
DE MON PAYS**



FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

Pour toute information, contactez le centre d'appel de l'OTR au 8201
Pour signaler tout fait suspect, composez le 8280

BRVM : RESUME MENSUEL DES ACTIVITES DU MARCHÉ DU MOIS D'AOÛT 2015

Evolution des Indices et des Capitalisations

La BRVM a clôturé le mois d'août 2015 en baisse pour le BRVM 10 et le BRVM Composite. L'indice BRVM10 a cédé 4.02% en passant de 310.51 à 298.02 points. L'indice BRVM Composite pour sa part, s'est affiché à 296.33 contre

301.22 points précédemment, soit une baisse de 1.62%.

La capitalisation boursière du marché des actions s'est affichée à 7 312.11 milliards de FCFA contre 7 432.89 milliards de FCFA en juillet 2015.

La capitalisation obligataire s'est quant à elle, affichée à 1 628.12 milliards de FCFA contre

1 629.37 milliards de FCFA précédemment.

Transactions du marché

La valeur totale des transactions enregistrées au cours du mois d'août 2015, s'est établie à 39.02 milliards de FCFA pour 7 416 705 titres échangés contre 31.53 milliards de FCFA pour 22

326 815 titres traités le mois précédent.

Performances du marché

Le marché a été marqué par la progression du cours de l'action SMB CI (+28.37%) tandis que le titre AIR LIQUIDE CI affichait un repli de 11.41%.

Les titres les plus actifs ont été-en volume-ECOBANK TRANSNATIONAL INCORPORATED TG avec 5 022 960 titres transigés et - en valeur - SONATEL SN qui a totalisé 9.97 milliards de FCFA de capitaux échangés.

La transition burkinabè en difficulté :

Le président Michel Kafando et son Premier ministre Isaac Zida gardés par le RSP

Suite de la page 6

mois seulement des élections législative et présidentielle qui devaient se tenir le 11 octobre prochain. Depuis hier après-midi, le peuple burkinabè se retrouve dans un engrenage dont personne ne peut présager de l'issue. Les responsables de la transition ont manqué d'écrire

leur nom en lettre d'or dans l'histoire du Burkina-Faso en conduisant cette transition vers le chaos.

Face à cette situation les condamnations fusent de part le monde. La CEDEAO, l'UA, les Nations Unies, la France ont unanimement condamné ce coup de force du RSP et récla-

ment la libération des otages notamment, le président Michel Kafando et son premier ministre Isaac Zida. En tout cas Léonce Koné le vice-président du CDP dans une interview à RFI a dit qu'il ne condamne pas lui, le coup de force au Burkina-Faso.

Aliziou Dominique

LES NUMEROS VERT DE L'OTR

POUR SIGNALER
TOUT FAIT SUSPECT
VEUILLEZ COMPOSER

N° VERT

8280

Anticorruption

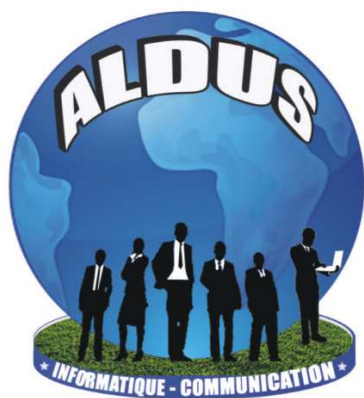
POUR TOUT RENSEIGNEMENT
INFORMATION OU CONSEIL
VEUILLEZ COMPOSER LE

N° VERT

8201

Renseignements

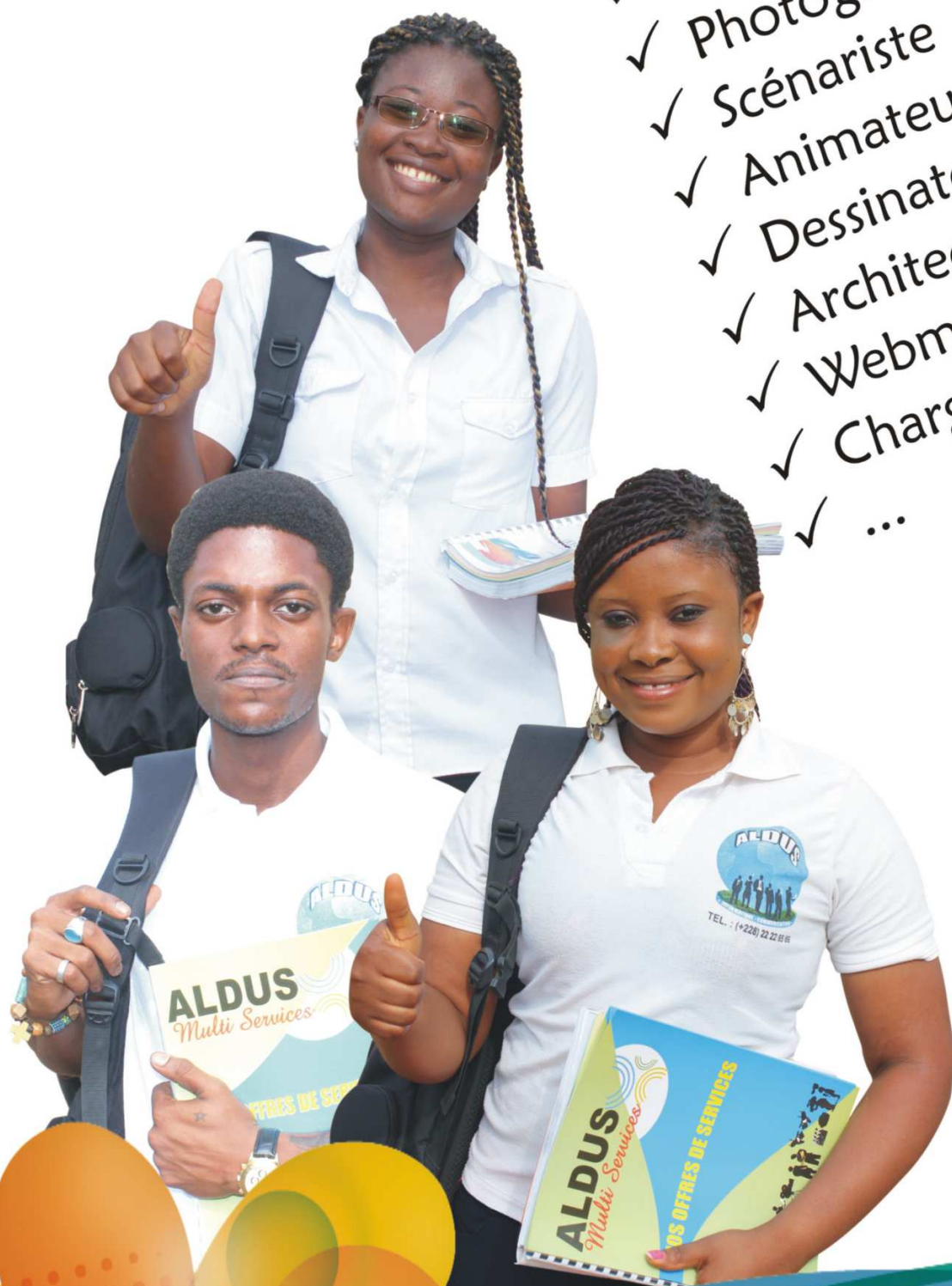
FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg



INSTITUT TECHNIQUE DE L'INFORMATIQUE
ET DE LA COMMUNICATION

INFOGRAPHIE / EDITIONS

- ✓ Imprimeur
- ✓ Graphiste
- ✓ Directeur artistique,
- ✓ Photographe
- ✓ Scénariste
- ✓ Animateur 3D
- ✓ Dessinateur
- ✓ Architecte
- ✓ Webmaster
- ✓ Chargé de communication
- ✓ ...



1053, Rue 143 Amemaka Libla
06 BP 61232 Lomé-TOGO
Tél + 228 2222 6589 / 9188 8880
Courriel : aldusprod@gmail.com